Document généré le 25 avr. 2024 06:47

**Études internationales**

# LEERSSEN, J. Th. et MONTFRANS, M. Van (Ed.). *Yearbook of European Studies/ Annuaire d'études européennes*. 2. France-Europe. Amsterdam, Éditions Rodopi B.V., 1989, 256p.

Samir Saul

Volume 22, numéro 1, 1991

XX[ème] anniversaire d'*Études internationales*

URI : https://id.erudit.org/iderudit/702814ar
DOI : https://doi.org/10.7202/702814ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Saul, S. (1991). Compte rendu de [LEERSSEN, J. Th. et MONTFRANS, M. Van (Ed.). *Yearbook of European Studies/ Annuaire d'études européennes*. 2. France-Europe. Amsterdam, Éditions Rodopi B.V., 1989, 256p.] *Études internationales*, *22*(1), 201–203. https://doi.org/10.7202/702814ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1991

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

les principales divergences entre l'URSS actuelle et la période pré-gorbatchévienne, en matière de sécurité nationale. Cette contribution est nettement la plus originale et la plus valable de l'ouvrage. Il est dommage qu'elle n'ait pas été davantage développée.

L'absence d'un schéma d'ensemble (d'une grille d'analyse) constitue la principale faiblesse de l'ouvrage. L'introduction et la conclusion de Mandelbaum ne fournissent aucun substitut et n'ajoutent rien de particulier à l'ouvrage. Une bonne analyse de la politique de contrôle des armements de l'Union soviétique sous la direction de Gorbatchev était requise. Malheureusement, «The Other Side of Arms Control» ne répond pas tout à fait aux attentes du lecteur, même si l'ouvrage est intéressant et bien écrit. Une thèse de doctorat sur ce sujet serait certainement bienvenue. Mais, nul ne pourrait écrire un ouvrage décisif sur le sujet sans avoir accès, à la fois, aux archives et à certains hauts fonctionnaires soviétiques.

William L. GEORGE

*Direction de l'analyse stratégique*
*Ministère de la Défense nationale, Ottawa*

## *EUROPE*

LEERSSEN, J. Th. et MONTFRANS, M. Van (Ed.). *Yearbook of European Studies / Annuaire d'études européennes. 2. France-Europe.* Amsterdam, Éditions Rodopi B.V., 1989, 256p.

Le deuxième numéro de cette publication annuelle de l'Institut d'études européennes de l'Université d'Amsterdam est consacré à la France, en particulier aux divers aspects de son insertion dans le cadre de l'Europe. La mise en rapport de la France et des Pays-Bas, et les comparaisons entre les deux pays se rencontrent dans plus d'un article. Par le canal du *Yearbook*, les chercheurs néerlandais font connaître à l'étranger des travaux que la barrière linguistique aurait rendu moins accessibles. Résolument multidisciplinaire, le numéro 2 comprend des articles relevant des disciplines et domaines les plus variés, de l'histoire littéraire au commerce du vin, en passant par le droit constitutionnel et l'étude du travail des femmes en France et aux Pays-Bas. Publication savante, le périodique conserve néanmoins un cachet de culture générale et l'appareil critique n'est pas envahissant.

Des sujets qui n'entrent pas dans les préoccupations d'*Études internationales*, une énumération suffit : l'exotisme ibérique dans la culture française, le roman de Georges Perec intitulé *W ou le souvenir d'enfance* compris comme lieu de mémoire collective, la perception de l'identité française de Mme de Staël à Eugène Sue, la représentation du caractère «français» de la Révolution française dans l'œuvre de l'historien Michelet, une étude comparative de la situation de la femme sur le marché du travail en France et aux Pays-Bas, et les exportations de vins français aux Pays-Bas durant les années 1980.

A. Boxhoorn se demande si l'éviction des communistes du gouvernement français le 5 mai 1947 était un exil forcé ou une retraite délibérée. Trois interprétations ont été mises de l'avant pour expliquer le phénomène de rupture des coalitions de l'après-guerre en Europe occidentale. Deux d'entre elles mettent l'accent sur la guerre froide, soit que l'URSS impose la retraite (le «modèle de Moscou»), soit que les États-Unis exercent des pressions sur les gouvernements européens pour obtenir l'expulsion des partis communistes et leur enfermement dans un exil forcé (le «modèle de Washington»). La troisième avance l'idée que les communistes sont contraints de démissionner pour des raisons de politique intérieure, à savoir les

divergences touchant les questions sociales et économiques qui surgissent au sein des gouvernements de coalition. L'absence de certaines sources et le caractère fragmentaire de bien d'autres interdisent d'arriver à une réponse définitive, nonobstant les écrits de divers historiens. Boxhoorn s'attache à suivre l'attitude ou les déclarations du PCF à l'égard des événements de mai 1947. Au lendemain du renvoi des ministres communistes, le parti s'en tient à une explication d'ordre intérieur : le refus des communistes de voter en faveur de la prolongation du blocage des salaires et leur soutien à l'octroi de primes pour la production. En septembre apparaît une référence aux «interventions internationales». Suite à la création du Cominform le 5 octrobre, le «modède de Washington» chasse le motif de politique intérieure et ce dernier tombe en désuétude. Il convient de signaler que la conclusion de Boxhoorn semble indûment forcée. Par exemple, le manuel établi par la Commission d'histoire du PCF intitulé *Histoire du Parti communiste français* (Éditions sociales, 1975) ne fait pas abstraction des revendications salariales, tout en affirmant que le gouvernement «cède aux exigences renouvelées de l'impérialisme américain et de la grande bourgeoisie française» (p. 501). La distinction dans le discours du parti entre considérations d'orde intérieur et réalignements sur le plan international n'est peut-être pas aussi tranchée que l'auteur le croit.

Contre l'impression d'instabilité que donne la politique européenne de la France, Max Jansen souligne, au contraire, les éléments de continuité qui la caractérisent. De Schuman à Mitterrand, les perceptions gaulliste et française de l'Europe sont identiques. Parmi les constantes se retrouvent la primauté accordée aux facteurs politiques (aux dépens des facteurs économiques) qui commandent la coopération européenne, la préférence marquée pour les relations intergouvernementales plutôt qu'à la supranationalité, le souci de l'indépendance, la méfiance à l'égard de l'atlantisme, la volonté de contenir l'Allemagne et de jouer le rôle d'une grande puissance. Il sera indispensable de repérer les infléchissements que l'unification de l'Allemagne apportera à ces principes généraux.

Jan Willem Brouwer compare les attitudes que suscitent la construction européenne en France et aux Pays-Bas de 1945 à 1988. «Les divergences entre Paris et La Haye semblent être structurelles et constantes». À la base, il y a, d'une part, un petit pays satisfait de son rang modeste, et, d'autre part, un grands pays ambitionnant une influence mondiale. Atlantistes et libre-échangistes, les Pays-Bas ne prévoient pour l'Europe qu'un rôle très limité. Elle doit se soumettre aux États-Unis dans le domaine de la politique et de la défense. Face aux États-Unis, tous les pays européens sont égaux. Pour la France, les relations économiques extérieures importent moins que le souci de l'indépendance. L'Europe doit se regrouper non pas nécessairement contre les États-Unis mais en face d'eux. L'auteur illustre, à travers les projets, controverses et négociations, la signification des positions contrastées.

Le transfert des cendres de Jean Monnet au Panthéon en novembre 1988 offre à Pascal Fontaine l'occasion d'évoquer l'œuvre de cet avocat de la supranationalité et constructeur de l'Europe. À de Gaulle l'idéologue, Fontaine oppose Monnet le pragmatique et l'empiriste.

Le domaine constitutionnel fait l'objet de deux articles. W.T. Eijbouts s'intéresse aux implications de la construction de l'Europe pour la conception de la souveraineté. Quant à Jan-Herman Reestman, il examine le rôle du Conseil constitutionnel en tant que gardien de la constitution en France. Sa création par la constitution de 1958 est une innovation car la tradition veut que le passage de l'autorité constitutionnelle de l'instance législative à l'instance judiciaire soit antidémocratique.

L'article d'Isabelle Rieusset se démarque des autres autant par le sujet que par le langage, codé et original. La société européenne contemporaine est une «culture du virus» en raison de la conjonction de deux phénomènes. D'une part, les nouveaux médias mettent en œuvre des «structures épidémiques» et sont «conviviaux», contrairement à ceux de la génération précédente, marqués par des «structures d'irradiation» et de communication unilatérale. Toutefois ils rendent possible la propagation des virus informatiques. D'autre part, on exploite la peur du SIDA pour développer la peur de tout virus, de toute contagion, de tout contact avec un élément étranger. Il faut sortir de l'angoisse générée par cet imaginaire morbide de la contagion qui mène à la passivité désespérée ou à des actions agressives d'exclusion. «L'Europe des structures épidémiques» risque de devenir celle des boucs émissaires, non de la convivialité. Lors des présidentielles de 1988, le seul parti vraiment opposé à la construction européenne est le Front national. L'Europe et le SIDA mobilisent la même peur: celle de la contamination épidémique par un élément étranger. Dès qu'une épidémie est interprétée comme un châtiment, la probabilité que se manifeste un phénomène de bouc émissaire est très forte. «L'Europe de 1993 sera celle des boucs émissaires ou de la convivialité épidémique». L'auteur plaide pour le contrôle, non l'arrêt, de la «dynamique épidémique» et l'utilisation de sa formidable puissance à des fins bienfaisantes.

Inévitablement hétérogène, cet ensemble d'articles est un heureux aperçu des discussions qui préparent le franchissement prochain d'un nouveau pas dans l'édification de l'Europe.

Samir SAUL

*Département d'histoire*
*Université de Montréal*

LUCAS, Michael R. *The Western Alliance After INF: Redefining U.S. Policy Toward Europe and the Soviet Union*. Boulder (Col.), Lynne Rienner Publishers Inc., 1990, 273p.

Cet ouvrage examine la signification et l'impact de l'accord paraphé lors du sommet de décembre 1987 par MM. Gorbatchev et Reagan. Connu sous le nom de *Intermediate Range Nuclear Forces Treaty*, traité INF, il désigne l'entente par laquelle l'Est et l'Ouest s'accordent pour éliminer du territoire européen et de l'Ouest du territoire soviétique les missiles à moyenne portée (entre 500 et 3000 kilomètres). Cette étude, fondée sur une solide documentation américaine, allemande et (dans une moindre mesure) française, offre aussi une bonne mise au point sur le contexte militaire où se trouvent les deux blocs depuis 1985.

Au-delà de l'examen technique requis par ce genre d'étude, l'auteur s'attache à définir la dynamique nouvelle des rapports entre l'Est et l'Ouest. Plus particulièrement il examine la transformation des rôles joués par les États-Unis, par l'Europe et par l'Allemagne fédérale. Dès l'introduction il annonce la thèse soutenue au long du livre, selon laquelle le modèle de sécurité définie par l'Occident depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale est devenu caduc. En même temps qu'il analyse les contradictions d'une politique, M. Lucas tente d'esquisser un modèle de sécurité pour l'époque qui suit, et suivra, la guerre froide.

La critique vise surtout les États-Unis, comme responsables majeurs de l'Alliance atlantique. Selon l'auteur, Washington, qui utilisait le projet INF comme un test pour démontrer la persistance de la rigidité soviétique, se montra perplexe lorsque Gorbatchev répondit positivement aux offres de réduction, puis d'élimination, de cette catégorie de missiles (février 1987). Au contraire les Européens de l'Ouest réagirent positivement ainsi